Fabian Waßer, Von der „Universitätsfabrick“ zur „Entrepreneurial University“. Konkurrenz unter deutschen Universitäten von der Spätaufklärung bis in die 1980er Jahre.

Antonin Dubois

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/ifha/11489>

DOI: 10.4000/ifha.11489

ISSN: 2198-8943

Publisher

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Electronic reference

Antonin Dubois, "Fabian Waßer, Von der „Universitätsfabrick“ zur „Entrepreneurial University“. Konkurrenz unter deutschen Universitäten von der Spätaufklärung bis in die 1980er Jahre.", *Revue de l'IFHA* [Online], Date of review, Online since 12 October 2021, connection on 25 October 2021. URL: <http://journals.openedition.org/ifha/11489> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/ifha.11489>

This text was automatically generated on 25 October 2021.

©IFHA

Fabian Waßer, Von der
„Universitätsfabrick“ zur
„Entrepreneurial University“.
Konkurrenz unter deutschen
Universitäten von der Spätaufklärung
bis in die 1980er Jahre.

Antonin Dubois

REFERENCES

Fabian Waßer, Von der „Universitätsfabrick“ zur „Entrepreneurial University“.
Konkurrenz unter deutschen Universitäten von der Spätaufklärung bis in die 1980er
Jahre, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, coll. « Pallas Athene », n° 53, 2020.

Dans cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat, Fabian Waßer interroge l'histoire des formes de concurrence entre les universités allemandes sur une période de plus de deux siècles, allant de la deuxième moitié du XVIII^e siècle jusqu'aux années 1980. Notons d'emblée que si seul le terme « *Konkurrenz* » figure dans le sous-titre du livre, l'auteur emploie également tout au long de son développement, et même peut-être encore plus, le terme « *Wettbewerb* » (concurrence, concours, compétition) pour désigner son objet d'étude.

La thèse de Waßer s'inscrivait dans le cadre d'un projet de recherche sur les concurrences entre universités allemandes aux XIX^e et XX^e siècles. Une

autre thèse, rédigée par Alexander Mayer, est parue en 2019 dans la même collection « Pallas Athene », sur le même sujet, mais sur la période ultérieure, allant des années 1980 aux années 2000-2010. Si Mayer a adopté un point de vue micro, se concentrant sur six universités, Waßer a lui pris le parti de dresser un vaste panorama de son sujet, multipliant les exemples et les échelles. L'éclairage historique de longue durée sur cette question si actuelle, qui concerne aujourd'hui les universités du monde entier, est donc particulièrement bienvenu. Fabian Waßer ne retrace pas cette histoire de manière continue sur presque deux siècles, mais identifie cinq moments, pour autant de chapitres, durant lesquelles ces concurrences ont connu selon lui une accélération ou une transformation notable.

Le tournant des XVIII^e et XIX^e siècles est un moment de réforme important, avec en amont la fondation de l'université de Göttingen (1734), qui propose un cursus appuyé sur les principes des Lumières (*Aufklärung*) et surtout est la première université à exiger de ses professeurs un travail de recherche et non seulement d'enseignement (en français, voir les travaux d'Anne Saada), et en aval celle de Berlin (1810), cette dernière d'après le programme de Wilhelm von Humboldt. Selon Waßer, c'est à ce moment-là que débute véritablement la mise en concurrence des universités pour le recrutement de professeurs fameux, en leur proposant des conditions de travail et des salaires supérieurs à la normale – ce qui permettrait d'attirer plus d'étudiants et donc d'engranger des revenus plus élevés. De véritables stratégies de publicisation de l'université sont mises en place. Ce serait justement à Göttingen que ces pratiques débuteraient. Elles ne sont par la suite que difficilement imitées dans le reste de l'espace germanophone, ou de manière très partielle, en raison de l'opposition des princes régnants et des professeurs. Cette nouvelle forme de mise en concurrence s'inscrit dans des transformations structurelles et sociales importantes. On peut en citer trop principale. Il s'agit tout d'abord de la mainmise toujours plus grande des princes (et donc de l'État) sur les universités (*Landesuniversitäten*). Deuxièmement, la régression du nombre d'étudiants après 1750 rend nécessaires de nouvelles stratégies

d'attractivité et, à l'inverse, conduit à des mesures interdisant d'étudier dans un autre État, mesures prises notamment en Prusse. Enfin, la stricte division entre universités protestantes et catholiques prend progressivement fin, ce qui profite en réalité surtout aux professeurs protestants. En raison des contestations du modèle de Göttingen et encore plus des bouleversements causés par les guerres révolutionnaires et napoléoniennes, un nouveau modèle d'université est inventé dans les années 1800, devant permettre le renouveau de l'enseignement et de la science allemandes. L'université de Berlin est le premier avatar de ce modèle humboldtien appuyé sur l'idéal de la liberté d'enseignement, de recherche et d'apprentissage, qui se diffuse ensuite rapidement au-delà de la Prusse.

L'auteur n'étudie pas ce mécanisme de diffusion, mais saute environ six décennies, pour porter son attention sur la période du *Kaiserreich*, l'Empire allemand de 1871 à 1918. La situation est toute autre : l'Allemagne est unifiée et, si l'éducation relève toujours du domaine de chaque État composant l'Empire, il existe désormais un véritable marché universitaire national et un début de concurrence internationale. Le nombre d'étudiants (nationaux, femmes, étrangers) est en pleine croissance, ce qui implique des stratégies nouvelles pour les attirer. La carrière professorale s'institutionnalise et s'homogénéise, tandis que les modes de recrutement restent hétérogènes, parfois informels et marqués par le favoritisme et encore plus les discriminations, particulièrement contre les juifs, les catholiques et les partisans des partis de gauche. Surtout à partir de 1890, les concurrences ne sont toutefois pas qu'internes aux ou entre les universités, mais également entre celles-ci et d'autres établissements d'enseignement supérieur. Ainsi, des institutions concurrentes aux universités apparaissent – la *Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft* en 1911, ancêtre des *Max-Planck-Institute* actuels – ou se renforcent, c'est le cas des *Technische Hochschulen* (aujourd'hui *Technische Universitäten*), écoles supérieures techniques qui voient leurs effectifs croître bien plus rapidement que ceux des universités et obtiennent en 1899 le droit de délivrer le titre de docteur (*Dr. Ing.*), ce qui fut à l'origine de profonds conflits. À partir du tournant du siècle, des projets d'universités d'initiative privée (*Stiftungsuniversitäten*), devant être financées par des mécènes et la municipalité, commencent à être élaborés dans plusieurs villes, notamment Francfort-sur-le-Main, Dresde et Hambourg. Seule le projet francfortois aboutit et l'université ouvre officiellement en septembre 1914, un mois après le début de la guerre. Ces projets contribuent à alimenter les discussions sur l'indépendance des universités vis-à-vis de l'État.

La période suivante étudiée par Fabian Waßer est toute autre et pose de manière exacerbée cette question de l'autonomie par rapport à l'État : c'est celle de la mise au pas et de la prise en charge des universités par l'État durant le Troisième Reich. En plus des mesures prises dès les premiers mois de 1933, excluant de l'université juifs et opposants politiques, deux organisations deviennent centrales dans la gestion de la vie universitaire : les associations des étudiants (NSDStB, fondée dès 1927) et des enseignants (NSDDB, 1935) nationaux-socialistes. Comme l'a montré récemment pour le cas des étudiants Martin Göllnitz (*Der Student als Führer? Handlungsmöglichkeiten eines jungakademischen Funktionärskorps am Beispiel der Universität Kiel (1927-1945)*, 2018), non cité par Waßer, les oppositions au sein de et entre ces deux organisations, et avec les autorités universitaires et ministérielles, conduit à l'imbrication de concurrences et ressentiments au sein même des différents cercles de l'appareil nazi. S'y joignent d'autres acteurs et institutions comme l'Amt Rosenberg (1934) et l'Ahnenerbe

(institution de recherche visant à démontrer les théories raciales nazies fondée en 1935 et rattachée à la SS en 1939), qui entrent en compétition pour l'obtention de financements, locaux et chaires. Cela renforce la nazification (réelle ou seulement formelle) des enseignements et des recherches. Au final, qu'il s'agisse des (tentatives de) réforme ou de politique de régulation des effectifs professoraux et étudiants, la conclusion de Waßer est les universités allemandes n'ont jamais été aussi affaiblies symboliquement et administrativement que sous le nazisme.

Waßer ne s'intéresse pas dans le chapitre suivant au moment de reconstruction des universités, complètement délégitimées, après la Seconde Guerre mondiale (voir par exemple les travaux de Barbara Wolbring sur ce sujet), mais à la période qu'il qualifie de « longues années 1960 », jusque vers 1975. La situation est alors complètement changée par rapport à la première moitié du siècle : l'Allemagne n'est plus un modèle universitaire international. Ce sont désormais les États-Unis qui dominent le marché mondial de l'enseignement supérieur, ce qui conduit à de vives discussions en Europe sur les réformes à mener. En Allemagne, les structures de l'université mandarinale n'ont guère changé – c'est là l'une des principales sources des contestations étudiantes de la seconde moitié de la décennie. Durant les années 1960, les défenseurs d'une réforme vers une concurrence radicale entre professeurs, facultés et universités, parmi lesquels Friedrich von Hayek, qui s'appuient sur un modèle états-unien mythifié, ne trouvent pas de relais institutionnels pour faire prévaloir leurs vues. En revanche, des économistes contribuent à transformer le sens du financement des universités par les fonds publics, désormais de plus en plus compris comme des investissements – pour lesquels des rendements sont attendus (découvertes et innovations servant à l'État, prix Nobel, etc.), ce qui doit renforcer la compétition entre universités. Là encore, dans le contexte de mondialisation renforcée de la science, l'Allemagne n'est pas seule à connaître ces évolutions. Les choses changent à nouveau à la toute fin de la décennie, en réaction aux mouvements étudiants de 1967-1968 et le droit à l'éducation devient un slogan repris tant par les sociaux-démocrates que par les conservateurs et les libéraux. La compétition au sein de l'enseignement supérieur doit être régulée et planifiée, pour garantir ce droit. Cette nouvelle conception a notamment conduit à ce que l'État fédéral obtienne des compétences élargies en matière d'enseignement supérieur et à la création de nouvelles universités. Certaines, comme Bielefeld et Constance, devaient en tant qu'« universités réformées » (*Reformuniversität*) faire revivre l'idéal humboldtien en l'adaptant aux exigences contemporaines de la compétition universitaire internationale. Toutefois, les projets (très conservateurs) de limitation du nombre d'étudiants et de sur-sélection du personnel ne sont jamais réellement appliqués.

Contrairement aux autres, le dernier chapitre porte sur la période qui suit presque directement celle analysée au chapitre précédent, la décennie 1980. L'année 1982 marque le retour du parti conservateur (la CDU) à la tête du gouvernement fédéral, avec Helmut Kohl comme chancelier. Les conservateurs adoptent alors une nouvelle politique d'enseignement supérieur : « Compétition plutôt que bureaucratie » (« *Wettbewerb statt Bürokratie* »), titre du programme de réformes de la ministre de l'Éducation et de la science Dorothee Wilms, publié en 1983 (cité p. 236). En réalité, comme dans bien d'autres domaines, le gouvernement allemand cherche à nouveau à imiter le modèle des États-Unis, désormais dirigés par Ronald Reagan, qui prône un désengagement le plus important possible de l'État. Les universités, d'après le programme de la CDU secondée par les libéraux, ne doivent pas simplement éduquer, mais s'adapter et préparer au marché du travail. De fait, « compétition » devient le

mot-clef de la politique ministérielle. Bien que le programme de la CDU ne soit pas appliqué à la lettre, des contestations émergent et chaque *Land* peut poursuivre à son niveau une autre politique. La libéralisation de l'enseignement supérieur reste bien plus limitée que celle menée aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les mesures prises n'ont, de plus, pas atteint l'un de leurs objectifs : la baisse du nombre d'étudiants. Cela fait écrire à Waßer qu'à la fin de la décennie, le slogan ministériel était plutôt « Un peu plus de compétition malgré la bureaucratie » (« *Etwas mehr Wettbewerb trotz Bürokratie* », p. 265). Il n'est reste pas moins que la décennie 1980 marque le début de la politique d'enseignement supérieur qui perdure, sous une forme accentuée, jusqu'à aujourd'hui, à commencer par le financement de la recherche sur projet via des fonds spécifiques (*Drittmittel*) et l'introduction de classements entre universités.

Voici résumés dans leurs grandes lignes les cinq chapitres du livre, qui fourmillent tous d'informations, de citations, d'exemples et abordent de multiples thèmes. Malgré cette richesse et la pertinence de la plupart des analyses, quatre principales critiques, liées les unes aux autres, peuvent être adressées à l'ouvrage. Premièrement, Waßer traite ou évoque des sujets liés à l'histoire des universités, en employant parfois un vocabulaire spécifique, sans toujours les expliciter, ce qui peut les rendre difficilement compréhensibles par les non-spécialistes. Plus généralement, certains mécanismes les plus techniques (par exemple sur les réformes des années 1960) sont parfois trop superficiellement expliqués. Deuxièmement, l'auteur dit dans l'introduction avoir fondé son étude sur le modèle développé par le sociologue Georg Simmel, selon lequel la concurrence n'implique pas seulement deux partis en opposition mais également un tiers qui joue le rôle d'arbitre ou d'instance de décision. Cependant, le modèle simmélien n'apparaît qu'épisodiquement, lorsqu'un exemple s'y prête bien (cf. par exemple sur l'administration ministérielle comme arbitre, p. 62 pour l'Empire et p. 162 pour le Troisième Reich), et non comme concept conduisant à des hypothèses ou pistes de recherche. Troisièmement, le prisme de la concurrence ne convainc en réalité pas toujours. C'est par exemple le cas lorsque l'auteur affirme que l'admission des femmes à l'université comme étudiantes s'explique principalement par la compétition entre universités et États (p. 70), mais ne le démontre absolument pas et laisse de côté de nombreux facteurs explicatifs (cf. entre autres l'ouvrage de Maco Birn, *Die Anfänge des Frauenstudiums in Deutschland*, 2015).

Enfin, la critique la plus forte porte sur la construction du livre. Chacun des cinq chapitres est divisé en deux ou trois sous-chapitres, longs le plus souvent de 20 à 35 pages. L'auteur n'introduit pas ses chapitres et ne propose jamais d'annonce de plan ; à quelques exceptions près, aucune sous-division plus précise, même non-apparente, ne semble avoir présidé à la formulation de l'argumentation. Bien au contraire, l'enchaînement des paragraphes n'est pas toujours compréhensible, ou alors celui-ci n'est qu'un enchaînement d'exemples (cas de différentes universités, opinions et idées de différents acteurs) ou de thèmes. L'auteur traite de la concurrence pour le recrutement de professeurs, l'admission des étudiants, entre universités et autres institutions, entre États de l'Allemagne pré- ou post-unitaire, entre l'Allemagne et d'autres pays, sans préciser la logique de sa démonstration. De fait, le chapitre sur le Troisième Reich est le mieux structuré, ce qui le rend plus convainquant. Plus généralement, chaque sous-chapitre comporte des informations extrêmement hétérogènes.

Au final, l'auteur propose un ouvrage riche en informations, qui propose parfois une analyse originale et prête à réflexion, propose une synthèse souvent de bonne qualité. Mais on peut se demander si Fabian Waßer n'a pas vu trop large, ce qui le conduit à traiter de trop de sujets à des époques fort diverses, et, par conséquent, à rester à la surface des choses.

INDEX

Chronological index: Époque contemporaine

Subjects: Histoire de la culture, Histoire sociale, Histoires des idées

AUTHOR

ANTONIN DUBOIS

EHES